

dité des clauses d'arbitrage, article 1 <sup>er</sup> . — Interprétation ( <i>Queen's Bench Division (Commercial Court) 3 mars 1970</i> )	457
<b>Biens.</b>	
Biens matrimoniaux. — Litige à propos du titre de propriété ou de la possession de ces biens. — Compétence ( <i>Chancery Div. 24 avril 1968</i> )	433
Terrain et actions à l'étranger. — Transfert affecté du vice d'intimidation. — Jurisdiction en <i>Equity in personam</i> ( <i>Probate, Divorce and Admiralty div., 27 juin 1969</i> )	432
<b>Caution <i>judicatum solvi</i>.</b>	
Demandeur résidant ordinairement à l'étranger. — Soumission à la compétence des tribunaux en Angleterre. — Action reconventionnelle du défendeur. — Exercice du pouvoir discrétionnaire. — Eléments à prendre en considération ( <i>Court of Appeal, 9 juin 1971</i> )	448
<b>Conflit de juridictions.</b>	
Assignation à l'étranger. — Soumission par contrat à la compétence des tribunaux anglais. — Procès en instance à l'étranger intenté par le défendeur ( <i>Probate, Divorce and Admiralty Div. 4 juill. 1968 ; Court of Appeal, 23 juill. 1968</i> )	448
Assignation à l'étranger. — Pouvoir discrétionnaire prévu par la loi. — Exercice de ce pouvoir. — Soumission par contrat à la compétence d'un tribunal étranger. — Assignation d'un codéfendeur en Angleterre. — Qualité de la preuve ( <i>Court of Appeal, 7 et 17 oct. 1968 ; Probate, Divorce and Admiralty Div. 18 nov. 1968</i> )	449
Interruption d'action. — Compétence des tribunaux anglais. — Soumission à la compétence d'un tribunal étranger. — Pouvoir discrétionnaire. — Exercice de ce pouvoir. — Eléments à prendre en considération ( <i>Probate, Divorce and Admiralty Div. 31 janv. 1969</i> )	452
Règle anglaise moderne de droit international privé. — Compétence. — <i>Forum conveniens</i> . — Loi étrangère. — Expert cité comme témoin. — Qualifications ( <i>Chancery Div. 13 mars 1970</i> )	450
<b>Contrat.</b>	
Charte-partie. — Loi applicable. — Loi du pavillon. — <i>Lex loci contractus</i> . — Règle de validation. — Autorisation de signifier une assignation à l'étranger. — Pouvoir discrétionnaire. — Principaux éléments à prendre en considération ( <i>Court of Appeal, 7 déc. 1971</i> )	439
<i>Proper Law</i> . — Clause incomplète de libre choix de la loi. — Référence, dans le contrat, à l'arbitrage en Angleterre. — Question de savoir si la loi anglaise doit obligatoirement être appliquée. — Choix de la loi régissant la procédure et de la loi régissant le fond. — Distinction. — Importance de la conduite ultérieure des parties ( <i>Queen's Bench Div., 19 fév. 1969 ; Court of Appeal, Civil Div. 11 juin 1969 ; House of Lords, 14 juill. 1970</i> )	437
<i>Proper law</i> . — Loi régissant une procédure arbitrale ( <i>Court of Appeal, Civil Div. 29 janv. 1969 ; House of Lords, 3 mars 1970</i> )	436
Vente d'un terrain situé à l'étranger. — Exécution intégrale. — Jurisdiction en <i>Equity in personam</i> ( <i>Chancery Div. 23 oct. 1968 ; Court of Appeal, 11 fév. 1969</i> )	435

ses se trouvant en Angleterre. — Impossibilité d'en prendre possession à l'étranger (*Court of Appeal*, 12 fév. 1971) 409

### Jugement étranger.

Exequatur. — Compétence du tribunal étranger. — Soumission. — Comparution pour contester la compétence du tribunal. — Question de savoir si cette comparution équivaut à une soumission à la compétence du tribunal (*Queen's Bench Div.* 23 juill. 1968) ..... 453

Exequatur obligatoire. — Délai de prescription. — Application. — Date. — Procès en faillite jugé en Allemagne. — Admission de la créance à la faillite en Allemagne (*Queen's Bench Div.* 26 mai 1970 ; *Court of Appeal*, 5 avril 1971) ..... 454

Exequatur. — Compétence du tribunal étranger. — Présence de la société. — Soumission à la compétence du tribunal. — Soumission implicite. — Question de savoir si cette soumission est suffisante (*Queen's Bench Div.* 23 avril 1971) ..... 456

Jugement rendu contre les représentants personnels d'un débiteur. — Limitation des actions en justice. — Dette étrangère prescrite. — Question de savoir si le jugement peut être exécuté en Angleterre contre les représentants personnels du débiteur en Angleterre (*Chancery Div.* 16 janv. 1969) ..... 452

### Mariage.

Capacité. — Divorce antérieur reconnu en Angleterre. — Incapacité selon la loi personnelle. — Prédominance de la loi personnelle (*Queen's Bench Div.* 20 juin 1968) .. 411

Mariage étranger virtuellement polygame. — Jeune âge de la femme. — Question de savoir s'il constitue une raison suffisante pour rendre une décision de soins et de protection. — Législation anglaise interdisant les relations sexuelles avec des fillettes. — Application à un mariage étranger valide (*Queen's Bench Div.* 28 mars 1968) ..... 414

Mariage annulable. — Compétence. — Pays de résidence du défendeur. — Effet de l'absence de reconnaissance à l'étranger (*Probate, Divorce and Admiralty Div.* 29 fév. 1968) ..... 415

Nullité de mariage. — Contrainte. — Compétence. — Résidence commune. — Choix de la loi. — Loi du domicile respectif des parties (*Probate, Divorce and Admiralty Div.* 9 juill. 1970) ..... 417

### Monnaie.

Taux de change. — Contrat de sauvetage. — Bateau enregistré à l'étranger, dont le propriétaire est étranger. — Sauveteur étranger. — Arbitrage anglais. — Dévaluation ultérieure de la monnaie anglaise (*Probate, Divorce and Admiralty Div.* 6 mai 1969 ; *Court of Appeal*, 9 oct. 1969) ..... 440

### Procédure.

Interruption d'action. — Actions intentées par le même demandeur en Angleterre et à l'étranger. — Procès vexatoires ou oppressifs. — Nature et qualité des dédommements en Angleterre et à l'étranger (*Court of Appeal*, 23 janv. 1969) ..... 447

<b>Filiation.</b>	
Père anglais, mère hongroise. — Convention entre la France et la Grande-Bretagne de 1934. — Etablissement de la paternité. — Tribunal compétent ( <i>Cour suprême, 1964, 1967, 1970</i> ) .....	471
Détermination. — Effets. — Loi applicable ( <i>Cour suprême, 1964, 1967, 1970</i> ) .....	472
<b>Garde des enfants.</b>	
Tribunal compétent. — Considération de l'intérêt de l'enfant ( <i>Cour suprême, 1964, 1967, 1970</i> ) .....	471
<b>Mariage.</b>	
Conditions de fond. — Conditions de forme. — Effets. — Dissolution. — Loi applicable ( <i>Cour suprême, 1964, 1965, 1970</i> ) .....	470
<b>Procédure civile.</b>	
Tribunal compétent. — Caution <i>judicatum solvi</i> . — Perte de la nationalité hongroise (non). — Fourniture de la caution (non). ( <i>Cour suprême, 1964, 1967, 1969</i> ) .....	478
<b>Propriété intellectuelle.</b>	
Brevets. — Marques. — Droit d'auteur. — Définition. — Protection. — Loi applicable ( <i>Cour suprême, 1955, 1957, 1962, 1971; Trib. appel Budapest, 1957, 1961, 1962</i> ) ....	503
<b>Responsabilité délictuelle.</b>	
Fixation de dommages-intérêts. — Loi applicable ( <i>Cour suprême, 1964, 1967, 1969, 1970, 1971</i> ) .....	477
<b>Succession.</b>	
Meubles. — Immeubles. — Loi compétente. — Domaine d'application ( <i>Cour suprême, 9 oct. 1964, 10 janv. 1969, 18 nov. 1970</i> ) .....	472
Testament. — Conditions. — Loi applicable ( <i>Cour suprême, 9 oct. 1964, 10 janv. 1969, 18 nov. 1970</i> ) .....	473
CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE DE LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, par Robert KOVAR et Vlad CONSTANTINESCO .....	
	505
<b>Agriculture. Organisation commune des marchés.</b>	
Fruits et légumes. — Restrictions quantitatives. — Echanges avec les pays tiers. — Interdiction d'importer sauf octroi de licences, assorties d'exemption générale. — Système « toutes licences accordées » ( <i>C.J.C.E. 15 déc. 1971, aff. jointes 51 à 54-71</i> ) .....	523
Céréales. — Notion « d'offre à l'intervention ». — Portée (règlement du Conseil n° 120/67, art. 7; règlement du Conseil n° 132/67, art. 7; règlement de la Commission n° 1028/68, art. 3) ( <i>C.J.C.E. 1<sup>er</sup> fév. 1972, aff. 49 et 50-71</i> ) .	527
Mécanismes d'intervention. — Réglementation. — Caractère impératif (Traité C.E.E. art. 40) ( <i>C.J.C.E. 1<sup>er</sup> fév. 1972, aff. 49 et 50-71</i> ) .....	527
<b>Compétences communautaires et nationales.</b>	
Rôle des autorités nationales dans la mise en œuvre du droit communautaire ( <i>C.J.C.E. 15 déc. 1971, aff. jointes 51 à 54-71</i> ) .....	523

**Responsabilité délictuelle.**

- Préjudice intervenant à propos et au cours d'un travail. — Contrat de travail. — Clause d'exemption. — *Proper law of the contract*. — Loi régissant la responsabilité délictuelle. — Rapport (*Court of Appeal, Civil Div. 10 mai 1971*) ..... 441
- Règle établie dans *Philips v. Eyre*. — Interprétation. — Double actionnabilité. — Exceptions (*House of Lords, 25 juin 1969*) ..... 445

**Testament.**

- Pouvoir de distribution. — Question de savoir s'il s'agit d'un legs au sens du Wills Act de 1837, s. 27 (*Chancery Div. 6 mai 1971*) ..... 446

**Trust.**

- Trust créé dans un but philanthropique. — Administration. — Loi régissant la création du trust. — Loi régissant l'administration du trust. — Compétence. — Loi applicable (*Court of Session, Inner House, First Div., 23 janv. 1968*) ..... 434

- CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE HONGROISE,  
par Istvan SZASZY ..... 460

**Biens.**

- Droit des personnes ayant quitté illégalement le pays en 1956 (*Cour suprême, 15 septembre 1967*) ..... 470

**Capacité.**

- Convention de coopération judiciaire entre la Hongrie et la Yougoslavie. — Loi applicable (*Cour suprême, 1967, 1968, 1969*) ..... 468

**Contrat.**

- Conditions générales de livraison. — Caractère impératif de leurs dispositions (*Cour d'arbitrage hongroise près la Chambre de commerce*) ..... 483
- Conditions générales de livraison. — Contrat par correspondance. — Date de la conclusion. — Livraison. — Date de la livraison (*Cour d'arb. hongroise près la Ch. de comm.*) ..... 484
- Conditions générales de livraison. — Négociations antérieures à la conclusion du contrat. — Effets (*Cour d'arb. hongroise près la Ch. de comm.*) ..... 485
- Conditions générales de livraison. — Non-respect des dispositions du contrat. — Conséquences (*Cour d'arb. hongroise près la Ch. de comm.*) ..... 485
- Conditions générales de livraison. — Qualité des marchandises livrées. — Poids des marchandises. — Durée de la garantie (*Cour d'arb. hongroise près la Ch. de comm.*) . 486
- Conditions générales de livraison. — Vices dans les marchandises dus à l'acheteur. — Responsabilité du vendeur (non). (*Cour d'arb. hongroise près la Ch. de comm.*) .... 487
- Conditions générales de livraison. — Livraison F.O.B. — Information respective de l'acheteur et du vendeur (*Cour d'arb. hongroise près la Ch. de comm.*) ..... 487
- Conditions générales de livraison. — Inexécution des obligations contractuelles. — Force majeure (*Cour d'arb. hongroise près la Ch. de comm.*) ..... 488

**Divorce.**

- Compétence. — Action en déclaration (*Court of session, Outer House, 19 janv. 1968*) ..... 418
- Compétence des tribunaux écossais. — Domicile. — Effet d'un changement de domicile après le début du procès (*Court of Session, Inner House, 1<sup>st</sup> Div. 30 juin 1967*) . 419
- Compétence des tribunaux anglais. — Matrimonial Causes Act 1965 s. 40 (1) (b). — Résidence ordinaire pendant trois ans. — Question de savoir si la résidence pré-nuptiale entre dans cette période (*Probate, Divorce and Admiralty Div., 24 janv. 1968*) ..... 420
- Compétence d'un tribunal étranger. — Colonie. — Sécession. — Prise des pouvoirs par la métropole. — Position des tribunaux coloniaux. — Position du juge nommé par le gouvernement sécessionniste. — Reconnaissance (*Probate, Divorce and Admiralty Div. 31 juill. 1970*) .... 420
- Divorce non judiciaire. — *Talak*. — Reconnaissance. — Ordre public. — Pouvoir discrétionnaire du tribunal. — Action en déclaration. — Compétence. — Domicile d'élection (*Probate, Divorce and Admiralty Division, 30 octobre 1970*) ..... 422
- Divorce étranger. — Reconnaissance. — Tribunaux de la résidence ordinaire de la femme, de l'ancien domicile du mari, de la résidence ordinaire du mari. — Reconnaissance par les tribunaux de la résidence ordinaire de la femme. — Règle appliquée dans l'affaire *Indyka v. Indyka*; Règle appliquée dans l'affaire *Mountbatten v. Mountbatten* (*Probate, Divorce and Admiralty Div. 24 juin, 30 juill. et 16 déc. 1968; 2 mai et 9 déc. 1969; 13 mars et 31 juill. 1970; 7 mai 1971*) ..... 426
- Jugement rendu à l'étranger. — Reconnaissance. — Compétence. — Conflit de lois dans le temps. — Signification (*Probate, Divorce and Admiralty Div. 27 oct. 1970*) 424
- Jugement étranger. — Reconnaissance. — Contrainte. Violation du droit naturel (*Probate, Divorce and Admiralty Div. 16 oct. 1970*) ..... 425

**Domicile.**

- Domicile d'élection. — Acquisition. — Intention de résider en permanence. — Critères (*Court of Session, Outer House, 20 juin 1969*); *High Court d'Irlande du Nord* (*Queen's Bench Div. 9 juin 1967*) ..... 410
- Mineur. — Divorce de ses parents. — Domicile du mineur après le divorce (*High Court d'Irlande du Nord, Queen's Bench Div. 15 mars 1967*) ..... 411

**Garde des enfants.**

- Mineur. — Pupille sous tutelle judiciaire. — Garde. — Exécution. — Compétence du tribunal rendant la décision. (*Court of Session, Inner House, First Div. 9 déc. 1966 et 31 janv. 1968*) ..... 429
- Mineur. — Présence en Angleterre. — Compétence. — Bien-être de l'enfant à considérer en priorité. — Limites (*House of Lords, 19 fév. 1969; Chancery Div. 1<sup>er</sup> avril et 4 sept. 1969; Court of Appeal, Civil Div. 29 mai 1968 et 7 mai 1970*) ..... 430

**Impôts et contributions.**

- Législation fiscale étrangère. — Exécution. — Gouvernement étranger revendiquant la possession de marchand-

## TABLE TRIMESTRIELLE

1973 (100<sup>e</sup> année). — 2<sup>e</sup> livraison. — Avril, mai, juin

### Doctrine

- L'applicabilité directe du Droit communautaire, par Robert KOVAR 279  
Le régime juridique international des hydrocarbures et le droit international du développement, par Jean Touscoz ..... 296

### Variétés

- La suprématie du droit international conventionnel sur le droit interne dans la jurisprudence belge, par Raymond ABRAHAMS et Sophie BRESLAW ..... 334

### Jurisprudence

- BULLETIN DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE,  
par P. AYMOND, F. DEBY-GÉRARD, Ph. KAHN, R. KOVAR, B. OPPE-  
TIT, M. TROCHU ..... 346

#### Arbitrage.

- Clause compromissoire. — Autonomie (*Paris, 1<sup>re</sup> ch. suppl. 30 nov. 1972*) ..... 390

#### Communauté économique européenne.

- Droit communautaire. — Application directe en droit interne. — Règlements du Conseil de la C.E.E. concernant certaines normes de commercialisation des œufs. — Abrogation des règlements nationaux. — Compétence des Etats membres pour sanctionner les infractions. — Nécessité de dispositions pénales de droit interne (*Cass. crim. 7 janvier 1972*) ..... 346

#### Conflit de juridictions.

- Compétence internationale des juridictions françaises. — Extranéité des parties. — Causes d'exclusion (non). — Extension des règles de compétence territoriale interne. — Accident de la circulation. — Action formée par la victime étrangère contre le propriétaire et le conducteur du véhicule étrangers et contre la Compagnie d'assurances ayant son siège en France. — Renonciation par la Compagnie d'assurances au bénéfice de l'article 15. — Effet à l'égard de la demanderesse (non). — Pluralité de défendeurs. — Compétence de la juridiction française (*Paris, 19<sup>e</sup> ch., 18 oct. 1972*) ..... 371

#### Contrat.

- Concession commerciale. — Concédant allemand. — Concessionnaire français. — Loi applicable (*Paris, 5<sup>e</sup> ch. 10 avril 1972*) ..... 363

**Traité C.E.E., art. 189, al. 2.**

- Règlement. — Applicabilité directe (*C.J.C.E. 14 déc. 1971, aff. 43-71*) ..... 509

**Documents****CONVENTIONS INTERNATIONALES PUBLIÉES ET TEXTES LÉGISLATIFS OU RÉGLEMENTAIRES PROMULGUÉS EN FRANCE.****Etrangers (Condition des).**

- Ordonnance n° 72-1242 du 29 décembre 1972 portant modification du décret du 12 novembre 1938 modifié relatif à la carte d'identité de commerçant pour les étrangers (*J.O. 30 déc. 1972*) ..... 548
- Loi n° 73-4 du 2 janvier 1973 relative au code du travail (*J.O. 3 janv. 1973*) ..... 549

**Jugements étrangers.**

- Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, signée à Bruxelles le 27 septembre 1968 (Publiée par décret n° 73-63 du 13 janv. 1973 : *J.O. 17 janv. 1973* ; rectific. *J.O. 28 janvier 1973*) ..... 555

**Nationalité.**

- Loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 complétant et modifiant le code de la nationalité française et relative à certaines dispositions concernant la nationalité française (*J.O. 10 janv. 1973*) ..... 555

**Bibliographie et Revue des revues** ..... p. 572

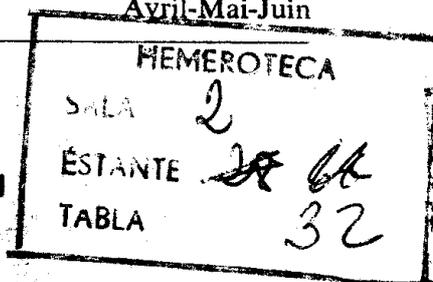
**Informations** ..... p. 586

100<sup>e</sup> Année (1973)

N° 2

Avril-Mai-Juin

# JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL



*paraissant tous les trois mois*

FONDÉ EN 1874

CONTINUÉ DE 1923 A 1948

par

EDOUARD CLUNET

par

ANDRE PRUDHOMME

Rédacteur en Chef :

BERTHOLD GOLDMAN

Sous le haut patronage de

M. ANCEL, S. BASTID, P. BELLET, A. BESSON,  
H. BLIN, R. DROUILLAT, P. GUILLOT,  
G. HOLLEAUX, P. LEPAULLE, P. LOUIS-LUCAS,  
M. MARTIN, J. MAURY, R. PINTO,

Secrétaire général de la rédaction

PHILIPPE KAHN

EDITIONS TECHNIQUES S.A.

123, rue d'Alésia

PARIS (XIV<sup>e</sup>)

1973

<b>Règlement n° 67/67, art. 1<sup>er</sup> et 2.</b>	
Concurrence. — Entente. — Interdiction. — Exemption collective. — Limite ( <i>C.J.C.E. 25 nov. 1971, aff. 22-71</i> )	530
<b>Restrictions quantitatives.</b>	
Echanges avec les pays-tiers. — Agriculture. — Organisation commune des marchés. — Fruits et légumes (art. 113 et 40 C.E.E.) ( <i>C.J.C.E. 15 déc. 1971, aff. jointes 51 à 54-71</i> )	523
Relations intracommunautaires et extra-communautaires (art 30 et 34 C.E.E.) ( <i>C.J.C.E. 15 déc. 1971, aff. jointes 51 à 54-71</i> )	523
<b>Traité C.E.E., art. 9 et 16.</b>	
Droits de douane à l'exportation et taxes d'effet équivalent. — Interdiction. — Applicabilité directe. — Droit des particuliers. — Sauvegarde par les juridictions internes. — Inopposabilité des règles étatiques contraires ( <i>C.J.C.E. 26 oct. 1971, aff. 18-71</i> )	508
<b>Traité C.E.E., art. 16.</b>	
Taxe d'effet équivalent. — Interdiction ( <i>C.J.C.E. 13 juillet 1972, aff. 48-71</i> )	515
<b>Traité C.E.E., art. 85, § 1.</b>	
Ententes. — Accord d'exclusivité. — Transfert de la concession d'une société-mère à sa filiale économiquement dépendante. — Application de l'interdiction de l'article 85, § 1 ( <i>C.J.C.E. 25 nov. 1971, aff. 22-71</i> )	530
<b>Traité C.E.E., art. 85, § 2.</b>	
Entente. — Nullité. — Caractère absolu. — Absence d'effet de l'accord ( <i>C.J.C.E. 25 nov. 1971, aff. 22-71</i> )	530
<b>Traité C.E.E., art. 169.</b>	
Recours en constatation de manquement. — Recevabilité. — Intérêt à agir. — Manquement ayant pris fin en cours d'instance. — Recours déclaré recevable ( <i>C.J.C.E. 13 juill. 1972, aff. 48-71</i> )	515
<b>Traité C.E.E., art. 171.</b>	
Inexécution d'un arrêt de la Cour ( <i>C.J.C.E. 13 juill. 1972, aff. 48-71</i> )	515
<b>Traité C.E.E., art. 177.</b>	
1) Renvoi préjudiciel en interprétation. — Jurisdiction. — Notion.	
2) Question posée. — Appréciation de l'intérêt. — Compétence de la Cour de Justice ( <i>C.J.C.E. 14 déc. 1971, aff. 43-71</i> )	509
<b>Traité C.E.E., art. 187.</b>	
Règlement. — Applicabilité directe. — Droits individuels. — Créance à faire valoir contre l'Etat. — Exercice. — Règles budgétaires nationales de nature constitutionnelle. — Primauté du droit communautaire ( <i>C.J.C.E. 17 mai 1972, aff. 93-71</i> )	512
<b>Traité C.E.E., art. 189.</b>	
Règlement. — Applicabilité directe. — Droits individuels. — Créance à faire valoir contre l'Etat. — Octroi. — Naissance ( <i>C.J.C.E. 17 mai 1972, aff. 93-71</i> )	512

**Concurrence.**

Entente. — Entreprise participante, ressortissante à un Etat tiers. — Application de l'article 85, paragraphe 1. — Localisation des effets (*C.J.C.E. 25 nov. 1971, aff. 22-71*) .. 530

Entente. — Importation parallèle. — Interdiction par le jeu d'une action en concurrence déloyale. — Application de l'article 85, paragraphe 1 (*C.J.C.E., 25 nov. 1971, aff. 22-71*) ..... 530

**Droit communautaire.**

Effet direct. — Supériorité. — Autorités nationales. — Prohibition de plein droit d'appliquer une disposition nationale contraire (*C.J.C.E. 13 juill. 1972, aff. 48-71*) .... 515

Compétences communautaires et nationales. — Mise en œuvre du droit communautaire par les autorités nationales (*C.J.C.E. 1<sup>er</sup> fév. 1972, aff. 49 et 50-71*) ..... 527

Interprétation et application uniforme. (*C.J.C.E. 1<sup>er</sup> fév. 1972, aff. 49 et 50-71*) ..... 527

**Etats membres.**

Attributions. — Exécution. — Transfert à des organes nationaux. — Modalités. — Compétences étatiques (art. 5 C.E.E.) (*C.J.C.E. 15 déc. 1971, aff. jointes 51 à 54-71*) .. 523

**Euratom.**

Non-exercice par le Conseil d'attributions prévues par par l'article 76, al. 2 C.E.E.A. — Absence de caducité des dispositions du Traité (*C.J.C.E. 14 déc. 1971, aff. 7-71*) .. 539

Répartition des compétences. — Désaisissement des attributions étatiques. — Rétrocession aux Etats membres. — Absence (*C.J.C.E. 14 déc. 1971, aff. 7-71*) ..... 539

**Recours en constatation de manquement.**

Conditions d'exercice de la procédure. — Préjudice subi par les autres Etats. — Rejet (*C.J.C.E. 14 déc. 1971, aff. 7-71*) ..... 539

Fait justificatif. — Incertitude de la situation juridique de l'Etat. — Absence (*C.J.C.E. 14 déc. 1971, aff. 7-71*) .... 539

Obligation des Etats membres. — Pouvoirs d'appréciation de la Commission (Art. 141 C.E.E.A.) (*C.J.C.E. 14 déc. 1971, aff. 7-71*) ..... 539

**Recours en indemnité.**

Recevabilité. — Relations entre la faute et l'illégalité (*C.J.C.E. 2 déc. 1971, aff. 5-71*) ..... 534

Responsabilité non contractuelle. — Acte normatif impliquant des choix de politique économique. — Préjudice. — Violation d'une norme supérieure de droit (*C.J.C.E. 2 déc. 1971, aff. 5-71*) ..... 535

**Recours en indemnité et recours en annulation.**

Différences. — Autonomie des voies de recours (art. 215 et 173, al. 2, C.E.E.) (*C.J.C.E. 2 déc. 1971, aff. 5-71*) ..... 534

**Règlement.**

Effet direct. — Loi postérieure contraire. — Inopposabilité (*C.J.C.E. 14 déc. 1971, aff. 43-71*) ..... 509

Conditions générales de livraison. — Vices dans la qualité et la quantité des marchandises. — Responsabilité ( <i>Cour d'arb. hongroise près la Ch. de comm.</i> ) .....	490
Conditions générales de livraison. — Vices dans la qualité et la quantité des marchandises. — Délais de réclamations ( <i>Cour d'arb. hongroise près la Ch. de Comm.</i> ) ..	491
Conditions générales de livraison. — Vices dans la quantité et la qualité des marchandises. — Mode de réparation. ( <i>Cour d'arb. hongroise près la Ch. de comm.</i> ) .....	491
Conditions générales de livraison. — Livraison des marchandises après le délai stipulé au contrat. — Pénalités ( <i>Cour d'arb. hongroise près la Ch. de comm.</i> ) .....	494
Conditions générales de livraison. — Retard dans la fourniture de la documentation technique. — Pénalités ( <i>Cour d'arb. hongroise près la Ch. de comm.</i> ) .....	495
Conditions générales de livraison. — Outillage lourd non produit en série. — Retard dans la livraison des marchandises. — Résiliation du contrat. — Pénalités ( <i>Cour d'arb. hongroise près la Ch. de comm.</i> ) .....	496
Conditions générales de livraison. — Délais de réclamation des pénalités ( <i>Cour d'arb. hongroise près la Ch. de comm.</i> ) .....	497
Conditions générales de livraison. — Compétence des tribunaux arbitraux. — Etendue de la compétence ( <i>Cour d'arb. hongroise près la Ch. de comm.</i> ) .....	498
Conditions générales de livraison. — Rapports entre les parties pour la livraison des marchandises. — Loi applicable ( <i>Cour d'arb. hongroise près la Ch. de comm.</i> ) .....	499
Effets. — Non désignation d'une loi par les parties. — Loi applicable ( <i>Cour suprême, 1963, 1964, 1966, 1970</i> ) ....	475
Fixation de dommages-intérêts. — Loi applicable ( <i>Cour suprême, 1964, 1967, 1969, 1970, 1971</i> ) .....	477
Litige entre entreprises hongroises. — Vente à l'étranger. — Obligations du vendeur. — Sanctions. — Pénalités. — Délais. — Rôle de l'entreprise hongroise de commerce extérieur. — Responsabilité ( <i>Comm. écon. arb. centrale, 1951, 1954</i> ) .....	499
Litige entre Hongrois et étrangers. — Compétence des tribunaux hongrois. — Loi compétente ( <i>Cour suprême, mars 1964</i> ) .....	468
Importation de marchandises. — Obligations de l'entreprise hongroise de commerce extérieur ( <i>Commission écon. arb. centrale, 1<sup>er</sup> juillet 1951</i> ) .....	503
Loi applicable. — Lois civiles ordinaires générales ou lois spéciales ( <i>Cour d'arb., commerce ext., 1956</i> ) .....	480
Vente. — Conditions générales de livraison de 1958. — Loi applicable ( <i>Cour d'arb., commerce ext., 1956, 1961</i> ) ..	479
Vente. — Inapplicabilité des conditions générales de livraison de 1958. — Loi applicable ( <i>Cour d'arb., commerce ext., 1956, 1961</i> ) .....	479
Vente. — Retard dans la livraison des marchandises. — Pénalités. — Exonération de responsabilité. — Force majeure ( <i>Cour d'arb., commerce ext., 1957, 1959</i> ) .....	480
Vente. — Réclamations. — Délais. — Vices dans la qualité et la quantité des marchandises. — Réparation ( <i>Cour d'arb., commerce ext., 1957, 1958, 1959</i> ) .....	482

<b>Contrat international.</b>	
Définition. — Critère économique. — Intérêts du commerce international. — Société en participation ( <i>Paris, 1<sup>re</sup> ch. suppl. 30 nov. 1972</i> ) .....	390
<b>Jugement étranger.</b>	
Exequatur. — Faillite à l'étranger. — Demande d'exequatur limité. — Licitacion-partage d'un immeuble situé en France. — Ouverture d'une faillite en France (non) ( <i>Cass. civ. I, 29 juin 1971</i> ) .....	383
<b>Litispendance.</b>	
Instance introduite à l'étranger. — Principe d'exclusion de la litispendance. — Demande de provisions et de désignation d'un expert devant la juridiction étrangère. — Instance à l'étranger close par un arrêt définitif. — Action en réparation du préjudice portée devant la juridiction française. — Absence de litispendance ( <i>Paris, 19<sup>e</sup> ch. 18 oct. 1972</i> ) .....	371
<b>Nom.</b>	
Changement de nom. — Enfants nés en Autriche d'un père autrichien et d'une mère française. — Divorce prononcé en Autriche. — Enfants autorisés par les autorités autrichiennes à porter le nom de la mère. — Convention d'Istanbul du 4 septembre 1958. — Application dans le temps ( <i>Paris, 1<sup>re</sup> ch. suppl. 3 mars 1972</i> ) .....	357
CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE, par P. AYMOND .....	397
<b>Etrangers (Condition des).</b>	
Circulation routière. — Permis de conduire délivré à l'étranger. — Validité. — Convention de Genève du 19 septembre 1949 ( <i>Cass. crim. 2 mars 1972</i> ) .....	397
<b>Nationalité.</b>	
Action en déclaration de nationalité française. — Eléments supplétifs de preuve ( <i>Cass. civ. I, 4 juill. 1972</i> ) ....	403
Enfant naturel. — Naissance en Allemagne. — Mère allemande. — Reconnaissance par le père naturalisé français. — Double nationalité. — Nom patronymique ( <i>Trib. gr. inst. Dieppe, Ch. du Conseil, 4 nov. 1971</i> ) .....	399
Etat des personnes. — Preuve. — Acte de l'état civil. — Moyens supplétifs. — Conséquences ( <i>Cass. civ. I, 4 janv. 1972</i> ) .....	401
Française originaire d'Algérie et de statut musulman. — Déclaration reconnaitive de l'ordonnance du 21 juillet 1962. — Délais. — Mariage avec un Français de statut de droit commun. — Conséquences sur le statut particulier ( <i>Paris, 1<sup>re</sup> ch. suppl. 13 oct. 1972</i> ) .....	405
Naissance à Madagascar. — Parents ressortissants britanniques. — Acquisition de la nationalité française <i>jure sanguinis</i> (non). — Loi compétente ( <i>Paris, 1<sup>re</sup> ch. sect. suppl. 19 oct. 1972</i> ) .....	406
CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE BRITANNIQUE, par Kurt LIPSTEIN .....	409
<b>Arbitrage.</b>	
Soumission des litiges à l'arbitrage. — Interruption d'action. — Protocole de Genève de 1923 relatif à la vali-	